

Pétition pour sauver le Carrefour régional et communautaire de la citoyenneté et de la démocratie (CRECCIDE) et la participation des enfants et des jeunes

Le CRECCIDE (Carrefour régional et communautaire de la citoyenneté et de la démocratie), créé en 1998, est né de la volonté des gouvernements de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles de répondre à la montée inquiétante de l'extrême droite observée lors des élections de 1991, le tristement célèbre « dimanche noir ».

Le 15 janvier 1992, la Belgique a intégré dans sa législation le contenu de la Convention internationale des droits de l'enfant, dont l'un des principes fondamentaux est la participation des enfants et des jeunes aux décisions qui les concernent.

Des milliers d'enfants et de jeunes ont ainsi pu découvrir la citoyenneté autrement que dans les livres : en débattant, en s'exprimant, en construisant des projets concrets et en prenant part à la vie de leur commune.

Aujourd'hui, ces dispositifs essentiels sont en danger.

Un manque de coordination et des décisions insuffisamment claires ont conduit à une situation critique. Le soutien régional, bien que présent, reste insuffisant pour garantir la continuité et la qualité des actions sur le terrain.

Sans moyens adéquats, c'est tout un travail de terrain, construit depuis des décennies, qui risque de s'effondrer.

Comment former des citoyens responsables si les outils qui permettent de le faire disparaissent ?

Comment demander aux jeunes de s'engager, si les espaces pour s'exprimer s'affaiblissent ou disparaissent ?

Et surtout : peut-on réellement parler de participation citoyenne sans lui donner les moyens d'exister ?

Nos revendications sont claires :

Voulons-nous le maintien des actions du CRECCIDE ?

Sommes-nous prêts à garantir des moyens suffisants pour assurer la continuité des projets ?

Reconnaissons-nous enfin, de manière réelle, la place des enfants et des jeunes dans la vie démocratique ?

Former des citoyens ne se fait pas en théorie.

Cela se vit, sur le terrain, dans les communes, avec les enfants et les jeunes.

Alors une dernière question : quelle place voulons-nous vraiment leur donner demain ?

Former des citoyens responsables ne se fait pas en théorie ni ne se décrète.

Cela se construit, chaque jour, dans les communes, avec les enfants et les jeunes.

Aujourd'hui, ce travail mené depuis bientôt 30 ans doit être protégé. Pas abandonné.

